

DOSSIER

LA RÉFORME DE LA SANTÉ

Trois questions à la Réforme Côté¹

Marc Renaud, département de sociologie
GRASP, Université de Montréal

Une réforme de l'envergure de celle qu'envisage le Québec en matière de services de santé et de services sociaux soulève d'innombrables questions. Mais, comme sociologue de la santé, trois séries de questions me semblent particulièrement importantes.

Le premier enjeu découle de l'immense bond en avant que les connaissances humaines ont fait depuis une dizaine d'années en matière de ce qu'on appelle l'épidémiologie sociale, c'est-à-dire toutes ces recherches qui examinent quel est l'impact des facteurs sociaux, économiques et culturels sur l'étiologie des maladies.

Ces recherches montrent que le maintien et l'amélioration de la santé d'une population passent d'abord et avant tout par une amélioration de ses conditions de vie, de travail et de développement psycho-affectif. Par autre chose donc, que simplement des investissements encore plus grands dans l'ensemble du système de services. Avec tout le brassage de structures qu'impliquera la réforme, serons-nous capables de réorienter une partie de nos ressources et de nos énergies dans le sens d'actions sur les déterminants les plus fondamentaux de la santé?

Deuxième enjeu, celui du rationnement équitable des services. Qu'on le veuille ou non, qu'on l'admette ou non, on vit dans un système dont les ressources sont fortement rationnées. Avec le vieillissement de la population et le développement des technologies diagnostiques et thérapeutiques, ce rationnement est sans doute appelé à s'accroître encore davantage dans les années qui viennent car il ne serait pas raisonnable pour le Québec d'investir encore plus qu'il ne le fait dans les soins qui

sont donnés à la population, le système de soins canadiens étant, ne l'oublions pas, le deuxième plus cher au monde (à parité de pouvoir d'achat entre pays). Aurons-nous le courage de dé-assurer les services les moins efficaces? Laisserons-nous croître indéfiniment les files d'attente? Sommes-nous prêts à payer plus d'impôt pour financer plus de services? Voilà le genre de questions que collectivement nous ne pouvons plus éviter.

Ceci est vrai pour le Québec; c'est évidemment même encore plus vrai pour le pays où le système de soins est plus coûteux

que le nôtre, les Etats-Unis. Et d'ailleurs, aux Etats-Unis, les programmes gouvernementaux de type Medicare-Medicaid sont aujourd'hui très explicitement rationnés et en fonction de critères (ex.: baisse du seuil de revenu pour définir l'éligibilité à Medicaid) qui ne correspondent pas aux valeurs du système d'assurance-maladie du Québec et du Canada.

Troisième enjeu, et plus immédiatement pertinent aux changements qui seront introduits dans les prochains mois, celui qu'on peut appeler l'enjeu de la démocratisation du système, c'est-à-dire, plus techniquement, celui des modes de régulation à mettre en place pour rationner le système des services tout en continuant à poursuivre les objectifs d'équité, de justice redistributive et des objectifs d'amélioration d'état de santé de la population. C'est là la question centrale à laquelle s'est confrontée la Commission Rochon. C'est aussi l'intention de la réforme qui est proposée: répondre à ce défi. Mais tout ça peut rapidement déraiper, malgré les bonnes intentions.

Il se peut que les réformes de structure

Suite à la page 4

SOMMAIRE

- DOSSIER : La réforme de la santé
 - Trois questions à la réforme Côté 1
 - Le défi : réformer la réforme 2
- Un Symposium de recherche sur la famille 5
- MÉTIER ANTHROPOLOGUE/SOCIOLOGUE
 - Des salles de cuves aux salles de cours 6
 - L'insertion professionnelle des sociologues et des anthropologues en 1989 8
- Parutions récentes 10
- Colloques/conférences : les annonces 11

Suite de la page 1

qui s'annoncent ne fassent que déplacer les rivalités entre les professions, entre les institutions, du niveau gouvernemental au niveau régional, avec peu ou pas du tout d'impact sur la santé de la population. Dans l'architecture actuelle des rapports de force, le Québec a un certain nombre de cartes très importantes dans son jeu que les autres provinces canadiennes n'ont pas, notamment la présence des CLSC partout sur le territoire et le fait qu'au Québec, les régions commencent à prendre un certain sens sociologique, administratif et politique. Mais la réforme réussira-t-elle? Entraînera-t-elle des changements profonds et durables? Ou ne s'agira-t-il que d'une illusion de réforme? ■

¹ Ce point de vue est expliqué plus en détail dans *Actes du Colloque CLSC, les enjeux de la réforme*, tenu à Longueuil les 6-8 septembre 1990 et publié par la CSN en décembre 1990.

TABLE RONDE

COUP D'OEIL ANTHROPOLOGIQUE ET SOCIOLOGIQUE SUR LE RAPPORT ARPIN

UN DÉBAT AVEC:

Roland Arpin, Président de la Commission Arpin
Fernand Dumont, sociologue
Pierre Maranda, anthropologue
Martine Corriveau, éditorialiste

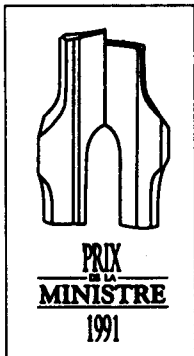
Cette table ronde, organisée par l'ACSALF, a pour objectif de susciter réflexions et discussions autour du Rapport Arpin, dans une perspective anthropologique et sociologique. Le débat convergera autour de trois axes principaux :

- L'examen de la proposition de politique culturelle
- L'analyse des réactions qu'a suscitées le Rapport lors de la Commission parlementaire
- Le "devenir" du Rapport

MUSÉE DE LA CIVILISATION (PETIT AMPHITHÉÂTRE)

MERCREDI LE 29 JANVIER 1992 • 19H30

PRIX DE LA MINISTRE 1991



Deux membres de l'ACSALF, Robert Trudel, du Cégep Édouard-Montpetit et Rachad Antonius du Collège Champlain et chercheur affilié au GRAPPP du département de sociologie de l'UQAM, ont remporté le Prix d'encouragement (volume) des Prix de la Ministre 1991 pour leur ouvrage *Méthodes quantitatives appliquées aux sciences humaines*. M. Antonius a également été membre du Conseil d'administration de l'ACSALF.

L'ouvrage est autant un manuel développant de manière approfondie le contenu du nouveau cours de Méthodes

quantitatives en sciences humaines qu'un outil de référence pour l'élève tout au long de ses études collégiales.

Selon le jury, «*Méthodes quantitatives* est une oeuvre monumentale qui comporte un bagage d'information extraordinaire. Les nombreux exemples, les exercices en fin de chapitres et le glossaire donnent au livre une dimension pédagogique très vivante. Les auteurs ont remarquablement bien organisé un nouveau matériel didactique pour le nouveau cours obligatoire au programme.»

LA PAROLE EST AUX ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES

COLLOQUE ÉTUDIANT INTER-UNIVERSITAIRE DE SOCIOLOGIE

Les préoccupations actuelles des étudiant(e)s de sociologie

Organisé par les étudiant(e)s de 2^e et 3^e cycles du département de sociologie de l'Université Laval

À Québec,
 les 6 et 7 mars 1992
 BIENVENUE À TOUS

POUR INFORMATIONS:
 Elizabeth Ouellet
 Département de sociologie,
 Pavillon Charles-de-Koninck
 Université Laval, Québec
 G1K 7P4 – Tél : (418) 656-2227

BOURSE D'ÉTUDE GRADUÉ SUR LA FAMILLE

Dans le cadre du premier symposium de recherche sur la famille, tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières, en octobre dernier, un jury a décerné une bourse de 5 000 \$ à Hélène Belleau pour son projet de thèse de doctorat en sociologie, à l'Université de Montréal, sur le thème suivant: «Les politiques familiales et la fécondité: étude comparative entre le Québec, la Suède, la France et l'Angleterre».